



**En visite officielle à Rabat, le ministre français de l'Intérieur, Manuel Valls, a notamment déclaré que Paris réfléchissait à faciliter l'obtention des visas français pour les ressortissants marocains. La France et le Maroc ont également décidé de renforcer leur coopération en matière de sécurité et d'immigration.**

Le signal est pour l'instant symbolique, mais il rompt avec cinq années de politique migratoire hermétique. Lors de son déplacement à Rabat, jeudi 26 juillet, le ministre français de l'Intérieur, Manuel Valls, a indiqué que la France pensait à mettre en place une mesure pouvant faciliter l'octroi de visas aux ressortissants du Maroc.

Dans le cas de visas accordés par la France dans le cadre de Schengen, « on peut améliorer les choses en facilitant en termes administratifs les mobilités (circulation de personnes, NDLR) avec la réduction par exemple du nombre des documents exigés et en simplifiant les documents requis » pour l'obtention d'un visa, a déclaré le ministre français au cours d'une conférence de presse avec son homologue marocain, Mohand Laenser.

Il pourrait s'agir dans ce cas, « d'étendre les catégories de personnes pouvant bénéficier de visas à entrées multiples de circulation » en France, a précisé Manuel Valls. Quelque 1,3 million de Marocains résident et travaillent en France, premier pays d'immigration devant l'Espagne. En 2010, 463.000 Marocains étaient détenteurs d'un titre de séjour en France, soit la deuxième communauté, hors Union européenne, après les Algériens.

### **Coopération en matière de sécurité et d'immigration**

À la suite de cette visite officielle, la première de Manuel Valls à Rabat, la France et le Maroc ont décidé de renforcer leur coopération en matière de sécurité et d'immigration. "Nous avons les mêmes défis, croire que l'émigration serait uniquement celle qui va de la rive sud de la Méditerranée à la rive nord serait une absurdité", a déclaré le ministre français, ajoutant que "le Maroc fait face à des défis migratoires également (...)". Il a souligné que la France souhaitait faire preuve dans ce domaine de "souplesse et de fermeté".

L'ancien gouvernement français de droite souhaitait négocier un accord de gestion concerté des flux migratoires avec le Maroc. Le ministre marocain des Affaires étrangères, Saadeddine Al Othmani, a cependant indiqué mardi que le royaume refusait "de jouer le rôle de gendarme de l'Europe". Il a notamment expliqué que c'était "la raison pour laquelle nous avons décidé de ne pas signer avec l'UE l'accord relatif à la circulation des personnes", lequel comporte des dispositions que le Maroc juge "inappropriées". "Le Maroc signera cet accord lorsque les

conditions seront convenables".

Sur cette question, M. Valls a affirmé que la politique qui "va être celle de la France (...) doit être ferme, juste, équilibrée. Elle doit reposer sur des critères lisibles et contre tout arbitraire". "En matière de régularisation, cela sera le cas, cela sera une politique ferme de reconduite vers la frontière quand les irréguliers ne peuvent pas obtenir de titre de séjour, mais sur des critères applicables partout", a-t-il indiqué.

### **Rencontre avec Mohamed VI**

À propos des naturalisations, il a indiqué que la France voulait en "faire une très grande priorité", évoquant la possibilité de réduction des délais d'octroi de la nationalité française dans le respect des principaux critères, notamment la connaissance de la langue. Plus généralement, a-t-il déclaré, "ce que nous souhaitons, c'est que dans le débat public français, les questions de l'immigration soient traitées d'une manière apaisée, que l'immigré, l'étranger (...), le musulman ne soit pas à chaque fois au coeur des débats qui sont dangereux pour notre équilibre démocratique et pour nos valeurs". Par ailleurs, M. Valls et son homologue marocain Mohand Laenser se sont déclarés "préoccupés" par la situation sécuritaire dans "l'ensemble du Sahel et du Sahara".

Au terme de sa visite, M. Valls a été reçu par le roi Mohammed VI après un entretien avec le chef du gouvernement, l'islamiste Abdelillah Benkirane. "L'audience royale accordée à M. Valls illustre les relations privilégiées" entre Rabat et Paris, a estimé un membre du gouvernement marocain. Le responsable français a par ailleurs évoqué avec le ministre des Affaires islamiques Ahmed Taoufiq la pratique de l'islam en France, deuxième communauté religieuse dans l'Hexagone. "Le temps de l'exploitation de l'islam à des fins électorales en France est terminé", a-t-il dit. "Les autorités françaises souhaitent que les musulmans pratiquent leur religion dans l'esprit de sérénité et de respect des lois de la république".

**27/07/2012 Par Jeune Afrique**